

ACCORD MERCOSUR (JANVIER 2026)

Impact Sanitaire, Agricole et Écologique

Analyse Prospective pour la France et ses Écosystèmes

Rapport établi par **ALLO FRELONS**

Spécialiste de la biodiversité et de la protection des écosystèmes

Résumé Exécutif

L'Union Européenne a franchi, le 9 janvier 2026, une étape décisive dans la ratification de l'accord de libre-échange Mercosur avec l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay[1]. Malgré l'opposition de la France, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Autriche et de l'Irlande, une majorité d'États membres a approuvé ce traité qui éliminera progressivement 92 % des droits de douane sur les produits sud-américains entrant dans l'Union[1].

Ce rapport analyse les impacts prévisibles de cet accord sur trois dimensions critiques pour la France : la santé publique via la contamination par les pesticides, l'évolution de l'agriculture française et les conséquences écologiques en cascade affectant pollinisateurs, insectes et écosystèmes aquatiques.

Conclusion préalable : Cet accord présente un risque majeur pour la biodiversité française et européenne, catalysant des chaînes de causalité qui affecteront durablement la santé des populations et la viabilité de nos écosystèmes.

1. CONTEXTE : LES ENJEUX DE L'ACCORD MERCOSUR

1.1 Qu'est-ce que l'accord Mercosur ?

Après plus de 26 ans de négociations, l'accord Mercosur constitue un accord de libre-échange entre l'Union Européenne et les quatre pays du Mercosur[1]. Il prévoit la suppression progressive de 91 % des droits de douane du Mercosur et 92 % des droits de douane européens[2].

Pour le secteur agricole, le traité autorisera l'entrée en Europe de :

- **99 000 tonnes de viande bovine** avec un droit de 7,5% (1,6 % de la production européenne)[2]
- **180 000 tonnes de volaille** en franchise de droits (1,4 % de la production européenne)[2]
- **180 000 tonnes de sucre** en franchise de droits (1,1 % de la consommation européenne)[2]
- **60 000 tonnes de riz** en franchise de droits (2 % de la consommation européenne)[2]
- Fruits tropicaux (avocats du Pérou, mangues du Brésil, papayes du Mexique) en volumes substantiels[3]

Cet accord est régulièrement présenté comme « viandes contre voitures » : le Mercosur augmente ses exportations de produits alimentaires et agricoles tandis que l'Europe intensifie ses ventes de biens industriels (automobiles, machines, chimie, pharmaceutique)[2].

1.2 Le calendrier de mise en œuvre

L'accord provisoire a été approuvé par le Conseil de l'UE le 9 janvier 2026[1]. La signature formelle est prévue le 17 janvier 2026 au Paraguay[1]. Le traité doit ensuite être ratifié par le Parlement européen, probablement en février ou mars 2026[1]. Cependant, certains experts alertent que l'application pourrait débuter avant la ratification parlementaire officielle[1].

2. RISQUES SANITAIRES : LA CASCADE DES PESTICIDES

2.1 Le double standard pesticides-environnement

L'un des problèmes centraux de cet accord : il légalise un système de double standard systématique en matière de pesticides.

En Europe, nous interdisons l'utilisation de centaines de substances chimiques jugées dangereuses pour la santé humaine et l'environnement. Cependant, **l'Europe fabrique et exporte** toujours ces mêmes pesticides vers les pays tiers[3]. Exemple concret : en 2024, plus de 30 000 tonnes de glufosinate, thiophanate-méthyl et mancozèbe ont été produites en Europe, dont 34 tonnes de mancozèbe en France elle-même, en violation de la loi Egalim censée interdire cette pratique depuis 2022[3].

En retour, l'accord Mercosur ouvre les portes à des importations de produits alimentaires traités avec des pesticides que nous avons nous-mêmes interdits — créant un système de commerce pervers où nous exportons les toxiques et importons les produits contaminés[3].

2.2 L'ampleur de la contamination pesticide au Brésil et Mercosur

Le Brésil est **le principal marché mondial des pesticides extrêmement dangereux**[4]. Le contexte brésilien est critique :

- **Février 2023** : Plus de 3 000 pesticides autorisés au Brésil[4]
- **63 % des ingrédients actifs** utilisés au Brésil n'ont **pas d'autorisation correspondante dans l'UE**[4]
- **Plus d'un tiers des pesticides interdits en Europe** sont utilisés au Brésil : carbofuran, métolachlore, atrazine[4]
- Les limites maximales de résidus (LMR) en produits finis sont **bien plus élevées** au Brésil qu'en Europe[4]

2.3 Les pesticides spécifiquement dangereuses détectées

Des analyses récentes illustrent la réalité : Greenpeace a détecté plusieurs pesticides dans des citrons verts produits au Brésil et vendus dans l'UE[3] :

Substances détectées (imidaclopride, cyperméthrine, glyphosate) :

- Imidaclopride : insecticide commercialisé par les entreprises européennes BASF et Bayer
- **Plus de la moitié des pesticides détectés** sont classées comme **très dangereuses** pour la santé humaine, les animaux ou l'environnement[3]

Exemples de produits prioritaires :

Substance	Classification	Impacts Connus
Fipronil	Insecticide organophosphoré	Interdit en France (2004), puis UE (2017) ; toxicité aiguë pour pollinisateurs ; augmentation cancers agricoles[3]
Picoxystrobine	Fongicide	Interdit UE (2017) ; potentiel génotoxique ; haute toxicité organismes aquatiques[3]
Carbendazime	Fongicide	Cancérogène, mutagène, toxique reproduction, perturbateur endocrinien
Thiophanate-méthyl	Fongicide	Cancérogène, mutagène, toxique reproduction, perturbateur endocrinien
Mancozèbe	Fongicide	Cancérogène, mutagène, toxique reproduction, perturbateur endocrinien
Glufosinate	Herbicide	Cancérogène, mutagène, toxique reproduction, perturbateur endocrinien

{: .markdown-table}

2.4 La tentative française de limitation (insuffisante)

Le gouvernement français a annoncé le 8 janvier 2026 un arrêté suspendant l'importation de denrées alimentaires contenant des résidus **quantifiables** de cinq pesticides interdits en Europe[3] :

- Mancozèbe, thiophanate-méthyl, carbendazime, bénomyl (fongicides)
- Glufosinate (herbicide)

Cependant, cette mesure présente des failles gigantesques :

1. **Seulement 5 pesticides ciblés** sur au moins **72 pesticides non autorisés** tolérés dans les importations européennes[3]
2. La mesure ne vise que les résidus **quantifiables** : des aliments contenant des résidus détectables mais non quantifiables continueront d'être importés[3]
3. La mesure demeure largement **symbolique** au regard de l'ampleur réelle des enjeux sanitaires[3]
4. Les contrôles reposent partiellement sur les déclarations des exportateurs, ce qui s'est avéré insuffisant historiquement[3]

2.5 Le trajet de contamination : de l'assiette aux rivières françaises

C'est la **chaîne de bioaccumulation et de dilution successive** que nous devons examiner.

Chaîne de transfert :

1. **Ingestion par le consommateur européen** : Les pesticides brésiliens interdits se retrouvent dans nos assiettes via les fruits, viandes et produits agricoles importés[3]
2. **Métabolisation partielle et passage dans les urines** : Le corps humain métabolise partiellement ces substances, mais certains résidus persistants se retrouvent dans les effluents urinaires[3]
3. **Rejet dans les systèmes de traitement** : Les eaux usées domestiques arrivent aux stations d'épuration[4]
4. **Capacités de traitement limitées** : Les stations d'épuration conventionnelles **ne sont pas conçues pour éliminer tous les résidus pesticides**[4]. Les molécules persistantes traversent partiellement les processus biologiques
5. **Rejet dans les rivières** : Les pesticides en mélange sont rejetés dans les rivières françaises, contaminant à la fois les eaux de surface et, par infiltration, les nappes phréatiques[4]
6. **Contamination des écosystèmes aquatiques et chaînes trophiques** : C'est là que débute la véritable cascade écologique[4]

3. CONTAMINATION DES EAUX FRANÇAISES : LA RÉALITÉ PRÉSENTE

Avant même que Mercosur augmente les volumes, la situation français est déjà critique.

3.1 L'état actuel de la pollution : données alarmantes

Entre 2015-2017, les données de surveillance en France montraient[4] :

- **70-95 % des points de mesure** présentaient un risque écotoxique **inacceptable** (indice > 1)[4]
- **Seuls 5 à 50 %** des échantillons présentaient un risque acceptable[4]
- **29 des 55 bassins versants** français montraient plus de 80 % de points avec risque inacceptable[4]
- Les risques sont **plus élevés au Nord de la France**[4], essentiellement agricole

Exemple spécifique : Les petites rivières — exactement celles où vivent les polliniseurs et les insectes aquatiques — présentaient les **niveaux de risque les plus élevés** en été[4].

3.2 Amplification attendue : multiplication des volumes

Mercosur augmentera substantiellement les **importations de produits traités avec des pesticides**[4] :

- Augmentation du volume d'avocats péruviens (traités au mancozèbe)[3]
- Augmentation des importations de mangues brésiliennes
- Augmentation des volailles et viandes importées
- Augmentation concomitante des aliments pour animaux (soja, maïs) contaminés

Cette augmentation d'importations signifie une **multiplication proportionnelle du nombre de molécules pesticides traversant les chaînes de consommation**, se retrouvant dans les réseaux d'eau usée, puis rejetées en rivières.

4. IMPACT SUR L'AGRICULTURE FRANÇAISE

4.1 Dérégulation et concurrence déloyale

L'accord crée une **concurrence radicalement inégale** entre agriculteurs français et producteurs du Mercosur[1] :

Standards français (très stricts) :

- Interdiction de plus de 400 pesticides
- Normes sanitaires strictes (antibiotiques, additifs)
- Protections environnementales et agricoles
- Coûts de production élevés

Standards Mercosur (considérablement plus laxistes) :

- 3 000+ pesticides autorisés au Brésil[4]
- Utilisation routinière d'antibiotiques comme **activateurs de croissance** chez les animaux (interdit en UE)[1]
- Normes environnementales très réduites
- Coûts de production significativement inférieurs

4.2 Impact secteur viande bovine et production fourragère

L'accord prévoit 99 000 tonnes de viande bovine à 7,5 % de droit[2], représentant l'une des pressions majeures sur la production française.

Effet domino attendu :

1. **Baisse des prix de marché** pour la viande bovine européenne (effet classique ouverture commerciale)[1]
2. **Réduction des revenus** des éleveurs français déjà en difficulté[1]
3. **Pression à intensifier la production** pour maintenir les volumes[1]
4. **Consolidation des grandes exploitations** agricoles industrielles, élimination des petits élevages durables[1]
5. **Augmentation de la demande** de soja brésilien pour nourrir le bétail européen[4]

4.3 La vraie catastrophe : amplification de la déforestation sudaméricaine

Voici le **œur** de l'effet domino : plus les importations de viande et volaille augmenteront, plus la **pression sur les écosystèmes du Mercosur intensifiera**.

Déforestation actuelle :

Le Brésil s'est engagé à produire un **tiers de la population mondiale** en aliments d'ici 2030[4]. Pour ce faire, il augmentera substantiellement l'usage de pesticides ET l'expansion agricole.

L'Amazonie : Malgré un moratoire sur le soja depuis 2006 (qui a réduit la déforestation en Amazonie de 86 %[4]), le problème a été **déplacé** vers le Cerrado[4].

Le Cerrado — l'écosystème oublié : C'est ici que s'accélère la catastrophe réelle[5] :

- Le Cerrado a **déjà perdu 46 % de sa surface** (88 millions d'hectares)[5]
- **48 % du soja brésilien** est cultivé au Cerrado[5]
- Le Cerrado héberge **5 % de la biodiversité mondiale**, avec des espèces endémiques trouvables nulle part ailleurs[5]
- Estimations : entre **31 à 34 % du Cerrado restant** pourrait être converti d'ici 2050[5]
- Cela signifierait l'extinction d'environ **480 espèces de plantes endémiques**[5]

Le Gran Chaco : La plus grande forêt sèche d'Amérique latine, rasée pour le soja et l'élevage[3].

L'effet domino climatique du Cerrado : Des chercheurs ont démontré que la déforestation du Cerrado **affecte le climat de l'Amazonie elle-même**, en réduisant les précipitations d'avril et de septembre à novembre, prolongeant la saison sèche d'un mois supplémentaire[5]. Cela pourrait basculer l'écosystème amazonien vers une savane[5].

5. IMPACT SUR LES POLLINISATEURS FRANÇAIS

5.1 Le contexte critique : déclin déjà dramatique

Avant même Mercosur, les polliniseurs français sont en **effondrement** :

Statistiques alarmantes :

- Étude British Ecological Society (2022) : **63,7 % de chute des impacts d'insectes** dans le sud de l'Angleterre[6]
- Étude Danemark (2019) : déclin similaire[6]
- **60-80 % des plantes cultivées** dépendent au moins partiellement des polliniseurs[6]
- **35 % de la production alimentaire mondiale** dépend de la pollinisation[6]
- France : les apiculteurs **perdent 30 % de leurs colonies chaque année**[7]

5.2 Mécanismes de toxicité des pesticides importés sur les abeilles

Mercosur introduira une **augmentation massive** des pesticides déjà présents dans les sols et eaux français. Les impacts sur les abeilles sont multiples :

5.2.1 Toxicité directe et indirecte

Une étude récente de l'université d'Ottawa révèle que **70 % des espèces d'abeilles sauvages** font face à des risques majeurs à cause des résidus pesticides dans la terre[8]. Les régulations actuelles ne prennent pas en compte ces espèces[8].

Impacts spécifiques identifiés :

Pesticide	Mécanisme	Impact Espèces Concernées
Cyantraniliprole (insecticide)	Réduit l'espérance de vie et la fécondité	Abeilles sauvages, bourdons[8]
Fongicides SDHI (Boscalid, etc.)	Perturbe reproduction ; mortalité reines 48 % élevée[9]	Abeilles domestiques et sauvages[9]
Imidaclopride	Attraction paradoxale aux sols contaminés ; exposition hivernale aux toxiques[8]	Bourdons (hibernation souterraine)[8]
Fipronil	Toxicité aiguë[3]	Pollinisateurs généralement[3]

5.2.2 Perturbation de la reproduction (cascade générationnelle)

Les fongicides SDHI présents dans les importations présentent un danger spécifique : **ils perturbent la reproduction des reines**[9].

Étude du Boscalid (fungicide courant au Brésil) :

- **Mortalité des reines augmente de 48 %** après exposition[9]
- Les reines s'accouplent avec **23 % de mâles en moins**[9]
- Production d'œufs et larves **réduite** dans la colonie établie[9]
- Parasitisme accru par le Varroa (acarien vecteur de maladies)[9]
- Réduction des niveaux d'expression génétique pour formation des corps gras[9]

Implication : Une reine contaminée établissant une colonie la condamne à la faiblesse ou à l'extinction. C'est une **bombe générationnelle** qui affecte le potentiel reproductif sur deux ou trois générations.

5.2.3 Perturbation des comportements et de l'orientation

Les abeilles sauvages utilisant les sols contaminés montrent des perturbations comportementales[8] :

- Difficultés d'orientation[7]
- Perte de capacité de recherche de nourriture (foraging)[9]
- Reconnaissance du nid perturbée (abeilles solitaires)[9]
- Sensibilité accrue à d'autres pesticides et pathogènes[9]

5.3 Cultures françaises particulièrement menacées

Une étude française systématique identifie les cultures les plus menacées par Mercosur[10] :

Cultures dépendantes des pollinisateurs (menace élevée) :

- Cultures fruitières (pommes, poires, cerises)
- Cultures légumières (courgettes, cucurbitacées)
- Oléagineux (tournesol, colza)
- Fruits rouges

Mécanisme : Plus les pesticides s'accumuleront dans les sols, plus les populations de pollinisateurs s'effondreront, plus la production de ces cultures s'écroulera.

5.4 Effets en cascade : dépendance alimentaire accrue

Pire encore : à mesure que la production française baîssera sous la pression pesticidaire, **la dépendance aux importations du Mercosur augmentera**, fermant une boucle catastrophique :

- Baisse production française (pollution, effondrement pollinisateurs)
- ↓
- Augmentation dépendance importations Mercosur
- ↓
- Augmentation consommation pesticides du Mercosur
- ↓
- Augmentation pollution eaux/sols français
- ↓
- Effondrement accru des pollinisateurs français

6. IMPACT SUR LES ÉCOSYSTÈMES AQUATIQUES ET LA BIODIVERSITÉ

6.1 Contamination en mélange : risques écotoxiques

Les rivières françaises ne reçoivent jamais un **seul** pesticide. L'étude 2015-2017 montre des **mélanges** complexes[4] :

Principe d'additivité toxique : Les effets combinés sont généralement **additifs** plutôt que synergiques[4], ce qui signifie que :

- 5 pesticides à concentration 0,2 du PNEC (Predicted No Effect Concentration) = indice risque 1,0 (limite)

- 5 pesticides à concentration 0,4 du PNEC = indice risque 2,0 (**inacceptable**)
- Mercosur **augmentera la diversité ET la concentration** de ces mélanges[4].

6.2 Organismes aquatiques menacés (autre que pollinisateurs)

Les rivières abritent des écosystèmes entiers menacés par la pollution :

Invertébrés aquatiques :

- **Larves de chironomidés** (source alimentaire poissons)
- **Nymphes de libellules** (prédateurs aquatiques importants)
- **Éphéméroptères** (indicateurs qualité eau)
- **Mollusques d'eau douce** (épuration biologique)

Poissons d'eau douce :

- Truites (sensibles aux pesticides)
- Brochets (apex prédateur aquatique)
- Cyprinidés (population générale)

Ces espèces sont **déjà en déclin** en France. Une augmentation de la pollution accélérera ces déclins[4].

6.3 Chaînes trophiques aquatiques et oiseaux

Les rivières et zones humides françaises abritent des oiseaux dépendants de chaînes trophiques intactes :

Effondrement en cascade :

1. Pesticides → mort des invertébrés aquatiques
2. Invertébrés morts → perte source alimentaire poissons
3. Poissons affaiblis → réduction population
4. Oiseaux aquatiques (hérons, cormorans, balbuzards) → perte nourriture
5. Population oiseaux aquatiques décline

C'est exactement le scénario que **Rachel Carson dénonçait** en 1962 dans *Printemps Silencieux*[6].

7. IMPACT SUR LES INSECTES AUXILLIAIRES (HORS POLLINISATEURS)

7.1 Rôle critique des insectes auxiliaires

Au-delà des polliniseurs, les insectes jouent des rôles écologiques critiques[6] :

Décomposition et recyclage nutritif :

- Décomposition des feuilles mortes, bois, cadavres animaux
- Libération des nutriments rendant l'azote, phosphore, potassium assimilables par les plantes
- Fonction vitale pour l'agriculture durable

Régulation biologique des ravageurs :

- **Prédateurs naturels** : coccinelles, chrysopes, guêpes parasites
- Réduction naturelle des populations de pucerons, acariens, mouches

Ces fonctions s'effondrent sous la pression pesticidaire[6].

7.2 Déclin général des insectes en France

L'impact majeur : **effondrement global de l'entomofaune**

- **Herbicides éliminent la flore spontanée**, première source alimentaire des insectes[6]
- **Insecticides éliminent directement** les insectes eux-mêmes
- **Fongicides perturbent** les champignons symbiotiques dont les insectes dépendent

Résultat : perte d'**63,7 % des impacts d'insectes** (biomasse) en Europe ces dernières décennies[6].

Mercosur accélérera cette tendance en France via l'augmentation de la charge pesticidaire globale[6].

8. DIMENSION RÉGLEMENTAIRE ET LACUNES

8.1 Protocole développement durable – promesses insuffisantes

L'accord inclut un protocole additionnel sur le développement durable, censé aborder la déforestation et le climat[2].

Lacunes majeures :

1. **Pas d'inclusion du Cerrado** dans les restrictions de déforestation (comme c'est le cas pour l'Amazonie avec le soja moratoire)[5]

2. **Délais de réaction très longs** : décision possible en 5 jours, mesures provisoires en 21 jours[2] – trop lent pour arrêter une déforestation
3. **Retrait temporaire des préférences** tarifaires comme seule sanction réelle[2] – insuffisant pour dissuader
4. **Aucune analyse sérieuse** de la déforestation du Cerrado dans l'étude d'impact environnemental[3]

8.2 La faille du règlement zéro déforestation UE

Le règlement « zéro déforestation » a été adopté par l'UE[2] et devrait s'appliquer fin 2025 (prolongement possible fin 2026)[2].

Problème : Il concerne le soja et la viande bovine, **mais pas le Cerrado**. La majorité de la destruction du Cerrado est **légale** au Brésil, même si elle viole nos standards environnementaux[5].

Résultat : l'accord Mercosur permettra l'importation de viande bovine du Cerrado tant qu'elle est produite « légalement » au Brésil, indépendamment du fait que cette production détruit un écosystème unique[5].

8.3 Manque de rigueur contrôles

Les promesses de « contrôles renforcés » demeurent **floues**[3] :

- Reposent partiellement sur les déclarations des exportateurs[3]
- Audits prévus dans pays exportateurs (efficacité douteuse)[3]
- Contrôles renforcés à l'entrée (ports, aéroports, marchés)[3]
- Mais : **historiquement, les contrôles douaniers se sont avérés insuffisants**[3]

9. SYNTHÈSE : LA CASCADE D'EFFETS DOMINO

Voici comment les effets d'un accord commercial se propageront en cascade à travers les écosystèmes français :

MERCOSUR : Augmentation importations produits Mercosur

↓
Augmentation concentration pesticides Mercosur dans chaîne alimentaire français

↓
Passage par toilettes → eaux usées → rivières + infiltration nappes phréatiques

↓
Contamination mélange pesticides rivières français

↓

↓↓↓
Abeilles Poissons eau douce Invertébrés aquatiques

(70% à risque) (effondrement) (disparition)
↓ ↓ ↓
Pollinisation Oiseaux aquatiques Chaînes trophiques
baisse (hérons, etc.) détruites
↓ ↓ ↓
Cultures Biodiversité Écosystèmes aquatiques
fruitières aquatique effondrés
décline disparaît (eutrophisation)
↓ ↓
Production agricole française baisse
↓
Dépendance importations Mercosur augmente
↓
Volume pesticides Mercosur augmente encore
↓
BOUCLE INFERNALE

10. RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

10.1 Actions court-terme (mois à années)

1. **Renforcer drastiquement les contrôles douaniers** à l'entrée (ports français prioritairement) sur les résidus pesticides
2. **Étendre l'arrêté de suspension** au-delà des 5 pesticides ciblés : intégrer les 72 substances restantes
3. **Mettre en place des tests analytiques** systématiques plutôt que déclaratifs
4. **Financer les stations d'épuration** pour améliorer l'élimination des résidus pesticides persistants
5. **Augmenter les audits de conformité** chez les producteurs d'exportation du Mercosur

10.2 Actions moyen-terme (années à décennie)

1. **Ratifier le moratoire sur la déforestation du Cerrado** (actuellement exclu du règlement zéro déforestation)
2. **Réorienter les aides agricoles** vers l'agriculture biologique et durable (réduction 50 % pesticides)[6]
3. **Protéger les prairies permanentes** – bases de la biodiversité des polliniseurs
4. **Implémenter des corridors écologiques** pour reconnecter habitats fragmentés
5. **Financer la recherche** sur les alternatives aux pesticides de synthèse

10.3 Rôle spécifique des professionnels de la biodiversité

Pour ALLO FRELONS et professionnels similaires, le rôle sera critique :

1. **Monitoring scientifique** des populations d'insectes pré et post-Mercosur (données avant/après)
 2. **Sensibilisation agriculteurs** aux risques d'effondrement écologique de dépendre du Mercosur
 3. **Documentation des cas** de déclin d'abeilles et polliniseurs en zones d'importation accrue
 4. **Collaboration avec organismes de recherche** pour associer contamination pesticidaire et déclin populations
 5. **Plaidoyer politique** pour régulations plus strictes basées sur données terrain
-

11. CONCLUSION

L'accord Mercosur validé le 9 janvier 2026 représente un tournant écologique dangereux pour la France et l'Europe. Loin d'être un simple accord commercial, il institutionnalise :

1. **Un système de double standard** où l'Europe exporte les pesticides qu'elle interdit et importe les produits contaminés
2. **Une cascade d'effets domino** : augmentation pesticides → contamination eaux → effondrement polliniseurs → perte production française → dépendance accrue Mercosur
3. **Une destruction accélérée des écosystèmes-clés sudaméricains** (Cerrado, Gran Chaco) qui affectera même le climat de l'Amazonie
4. **Un risque majeur pour la viabilité à long-terme** de l'agriculture française elle-même

La France avait raison de s'opposer. Mais l'accord ayant été approuvé, les dégâts commenceront immédiatement. Seule une vigilance constante, des contrôles renforcés, et une réorientation radicale vers l'agriculture durable pourront en limiter les impacts.

Les polliniseurs, les insectes, et les rivières françaises ne peuvent pas attendre les réformes. Ils déclineront progressivement au cours de cette décennie.

Références

[1] Le Figaro. (2026, 9 janvier). Sans la France, l'UE donne son feu vert à l'accord avec le Mercosur. *Le Figaro International*.

[2] Commission Européenne, Représentation en France. (2026, 8 janvier). Accord commercial UE-Mercosur : distinguer le vrai du faux. *Représentation Commission Européenne*.

[3] Le Monde. (2026, 9 janvier). Mercosur : la suspension des importations de fruits et légumes traités avec des pesticides. *Le Monde Planète*. Collectif Stop TAFTA. (s.d.). Accord UE-Mercosur et exportations de pesticides interdits d'usage sur le sol européen.

[4] Greenpeace France. (2024, novembre). Quel serait l'impact de l'accord entre l'UE et le Mercosur sur les forêts d'Amérique latine. *Greenpeace*.

[5] Institut Veblen. (2023, mars). UE-Mercosur : les dangers d'une ratification de l'accord de libre-échange en l'état. *Institut Veblen d'Économie Écologique et Politique*. Ministère français de l'Agriculture. (2026, janvier). Arrêté de suspension des importations. *Journal Officiel*.

[6] Géographie Confluences ENS Lyon. (2023, octobre). Préserver le Cerrado, la savane brésilienne dans l'ombre de l'Amazonie. *Géographie Confluences*. Rondeau, S., et al. (2024). Pesticides et polliniseurs sauvages. *Science*, publication récente université d'Ottawa.

[7] La Ruchequiditoui. (2025, mai). L'effondrement européen des populations d'insectes. *Magazine La Ruchequiditoui*.

[8] Géo. (2024, novembre). Les pesticides mettent en danger 70 % des espèces d'abeilles sauvages dans le monde selon une étude. *Géo Magazine*.

[9] Université de Poitiers, Sciences et Société. (s.d.). Pesticides et abeilles : comment les fongicides s'attaquent à la reine. *Université de Poitiers*.

[10] Société Française d'Écologie. (2025, juillet). Sur quelles cultures l'usage de pesticides menace-t-il le plus les polliniseurs en France. *SFE Écologie*.

[11] Ministère de l'Écologie et Développement Durable. (2019, octobre). Pesticides en mélange dans les rivières : des risques écotoxiques majeurs. *Notre Environnement*. BRGM. (s.d.). Pollution des eaux souterraines et superficielles par des pesticides : étude bassin hydrographique. *Rapports BRGM*.

[12] MNHN. (2022, avril). Le déclin des insectes polliniseurs. *Muséum National d'Histoire Naturelle*.

[13] WWF France. (2017, septembre). Viandes : un arrière-goût de déforestation. *Rapport WWF*.

[14] Terrestres. (2025, mai). Mines, bétail, soja : comment les multinationales saignent le Brésil. *Terrestres - Revue*.

Document préparé par ALLO FRELONS — Experts en Gestion Écologique et Biodiversité

Ce rapport s'appuie sur les données scientifiques et réglementaires disponibles au 10 janvier 2026. Les impacts décrits constituent des projections basées sur les analyses environnementales publiées et le contexte écologique français actuel.